

En effet, comment interroger la thématique des inégalités avec le champ du travail social qui est confronté à une rationalisation des politiques publiques pour réparer ou pallier les injustices au sens large ? Ce questionnement n'est pas anodin à l'heure actuelle, dans le contexte d'une « gouvernementalité néo-libérale » où compétences, compétitivité et hyper-concurrence sont les maîtres-mots qui orientent l'action publique. En d'autres termes, le travail social doit ainsi justifier sa place dans ce nouveau paradigme gestionnaire au profit d'une plus grande mobilisation (capability) des individus dans la résolution de leurs difficultés.

Cette interrogation consiste à questionner la place du champ de l'intervention dans un contexte sociopolitique délicat puisqu'il se trouve au centre de tensions le plus souvent contradictoires entre difficultés quotidiennes de certaines classes populaires en voie de marginalisation définitive et orientation incitatives des politiques publiques empreintes d'un néomanagement où la réussite sociale individuelle est définitivement le critère. Se situant désormais en tensions permanentes entre deux logiques opposées - des classes populaires en grandes difficultés affectées par les mutations du capitalisme et des décideurs ayant intégré les valeurs du néolibéralisme -, le travail social se situe donc à la croisée des chemins. Autrement dit, le champ de l'intervention sociale se retrouve donc à la fois en conflit avec des classes populaires qui développent des attitudes de défiances et de résistances à son égard, mais aussi en contradictions devant des managers qui orientent et fixent des principes gestionnaires imposant une nouvelle nomenclature évaluative plutôt déshumanisante.

Cette journée d'étude a donc pour objectif d'interroger les conséquences subjectives des inégalités sociales (et/ou multiples) comme le sentiment d'injustice et les formes de résistance à l'égard des travailleurs sociaux en général. Mais cette double tension doit également nous questionner sur les stratégies de résistance des agents de l'intervention sociale devant les injonctions qui leur sont faites par leurs employeurs. C'est donc de cette ambivalence que nous souhaitons discuter le mardi 1er mars 2022 avec des chercheurs lillois qui ont enquêté, d'une part, sur les contractions et ambivalences internes au travail social en tant que tel, ou bien d'autre part, observé sur le terrain les interactions complexes des travailleurs sociaux avec les usagers issus de milieux populaires touchés par les mutations économiques récentes. Cette journée d'étude consiste à interroger la place du champ de l'intervention sociale dans un contexte politique et social difficile pour une partie des classes populaires aujourd'hui.

Programme de la journée :

JOURNÉE D'ÉTUDE

ORGANISÉE PAR JEAN-SÉBASTIEN ALIX (CERIES) ET ERIC MARLIERE (CERIES)

INÉGALITÉ(S), SENTIMENTS D'INJUSTICE ET RÉSISTANCE(S) DANS LE CHAMP DU TRAVAIL SOCIAL : REGARDS DE CHERCHEURS DES HAUTS-DE-FRANCE

1^{ER} MARS 2022 DE 9H À 16H45

IUT B DE TOURCOING, AMPHI 122 (35 RUE SAINTE BARBE 59208 TOURCOING)

Si la question des inégalités et son corollaire le sentiment d'injustice sont désormais omniprésents dans certains travaux universitaires, comment travailler sur cet objet dans le champ du travail social ? En effet, comment interroger la thématique des inégalités avec le champ du travail social qui est confronté à une rationalisation des politiques publiques pour réparer ou pallier les injustices au sens large ? Ce questionnement n'est pas anodin à l'heure actuelle, dans le contexte d'une « gouvernementalité néo-libérale » où compétences, compétitivité et hyperconcurrence sont les maîtres-mots qui orientent l'action publique. En d'autres termes, le travail social doit ainsi justifier sa place dans ce nouveau paradigme gestionnaire au profit d'une plus grande mobilisation (capability) des individus dans la résolution de leurs difficultés.

Cette interrogation consiste à questionner la place du champ de l'intervention dans un contexte sociopolitique délicat puisqu'il se trouve au centre de tensions le plus souvent contradictoires entre difficultés quotidiennes de certains membres des classes populaires en voie de marginalisation définitive et orientation incitative des politiques publiques empreintes d'un néomanagement où la réussite sociale individuelle est définitivement le critère. Se situant désormais en tensions permanentes entre deux logiques opposées - des classes populaires en grandes difficultés affectées par les mutations du capitalisme et des décideurs ayant intégré les valeurs du néolibéralisme et donc de la compétition -, le travail social se situe donc à la croisée des chemins. Autrement dit, le champ de l'intervention sociale se retrouve donc à la fois en conflit avec des classes populaires qui développent des attitudes de défiances et de résistances à son égard et à l'encontre des institutions, mais aussi en contradictions devant des managers qui orientent et fixent des principes gestionnaires imposant une nouvelle nomenclature évaluative le plus souvent déshumanisante.

Cette journée d'étude a donc pour objectif d'interroger les conséquences subjectives des inégalités sociales (et/ou multiples) comme le sentiment d'injustice et les formes de résistance à l'égard des travailleurs sociaux en général. Mais cette double tension doit également nous questionner sur les stratégies de résistance des agents de l'intervention sociale devant les injonctions qui leur sont faites par leurs employeurs. C'est donc de cette ambivalence que nous souhaitons discuter le mardi 1er mars 2022 avec des chercheurs lillois qui ont enquêté, d'une part, sur les contractions et ambivalences internes au travail social en tant que tel, et d'autre part, observé sur le terrain les interactions aux enjeux complexes des travailleurs sociaux avec les usagers issus de milieux populaires touchés par les mutations économiques récentes. Cette journée d'étude consiste à interroger la place ambivalente du champ de l'intervention sociale dans un contexte politique et social difficile puisqu'en tension à la fois avec les décideurs, mais aussi une partie des classes populaires en voie de déclassement aujourd'hui.

Poids : 790.56 Ko

[Téléchargement](#) [1] [Favoris +](#) [2]

Date(s) pour cet événement

Mardi 1 mars 2022 - 09:00 - 16:45

Informations pratiques

Horaires:

9h00-16h45

Accès:

Université de Lille IUT B de Tourcoing

amphi 22

Contact:

Eric Marlière

Maître de conférences HDR en sociologie

Université de Lille, Laboratoire CeRIES, IUT B "Carrières sociales"

eric.marliere@univ-lille.fr [3] / Page pro : <https://pro.univ-lille.fr/eric-marliere/publications/> [4]

35 rue Sainte-Barbe - bureau 321- 59200 Tourcoing Port : 06.62.72.90.42.

URL de la source (modifié le 24/02/2022 - 16:45): <https://prev-radicalites.org/agenda/journee-detude-inegalites-sentiments-dinjustice-et-resistances-dans-le-champ-du-travail>

Liens

[1] https://prev-radicalites.org/sites/default/files/atoms/files/programme_je_1_mars_2022.pdf

[2] <https://prev-radicalites.org/javascript%3A%3B>

[3] <mailto:eric.marliere@univ-lille.fr>

[4] <https://pro.univ-lille.fr/eric-marliere/publications/>